

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° : 67/RFM/2018**

Objet :

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE RELIANT
RP5013 ET AIN CHEGGAG VIA BOUMAIZ
-PROVINCE DE SEFROU -**

En lot unique

**Cahier des Prescriptions Spéciale
(C.P.S)**

Appel d'offre réservé à la Petite et Moyenne entreprise

Appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 08 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE I-1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE I-2- PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	7
ARTICLE I-3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
ARTICLE I- 4 - TEXTES GÉNÉRAUX ET LES TEXTES SPÉCIAUX	7
ARTICLE I-5 : MAÎTRISE D'OUVRAGE	9
ARTICLE I -6 : PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES À LA CONCLUSION DU MARCHÉ	9
ARTICLE I -7 : ÉTENDUE DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	9
ARTICLE I-8 : CONSISTANCE DES TRAVAUX	10
ARTICLE I-9- DESCRIPTIONS DES TRAVAUX	10
ARTICLE I-10- DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	13
ARTICLE I- 11- FOURNITURE DE LIANTS HYDROCARBONÉS	13
ARTICLE I-12- MÉMOIRE TECHNIQUE	13
ARTICLE II-1- PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	16
ARTICLE II-2- PROVENANCE DES MATÉRIAUX	16
ARTICLE II-3- QUALITÉ DES MATÉRIAUX	16
ARTICLE II-4- CONTRÔLE DES MATÉRIAUX :	18
ARTICLE III-1- OUVRAGES PROVISOIRES	20
ARTICLE III-2- INSTALLATIONS DE CHANTIER	20
ARTICLE III-3- EMPLOI DES EXPLOSIFS	21
ARTICLE III-4- CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	21
ARTICLE III-5- CONTRÔLE DES TRAVAUX	21
ARTICLE III-6 - RÉUNIONS DE CHANTIER	22
ARTICLE-IV-1- MODE DE MESURAGE :	23
ARTICLE IV.2 – DÉFINITION DES PRIX	23
ARTICLE V.1 - DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉ DE RETARD	27
ARTICLE V-2- CAUTIONNEMENT PROVISOIRE - CAUTIONNEMENT DÉFINITIF :	27
ARTICLE V -3 - NANTISSEMENT :	27
ARTICLE V -4 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	27
ARTICLE V-5 - EMPLACEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR	27
ARTICLE V-6 - SIGNALISATION TEMPORAIRE DE CHANTIER	28
ARTICLE V -7 - SUJÉTIONS DIVERSES D'EXÉCUTION	30
ARTICLE V -8 – DÉPLACEMENT DES RÉSEAUX :	30
ARTICLE V- 9 – RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS	30
ARTICLE V -10 – MESURES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE	30
ARTICLE V- 11 –SEUILS DES INTÉMPÉRIES ET AUTRES PHÉNOMÈNES NATURELS POUVANT CONSTITUER UN CAS DE FORCE MAJEURE	31
ARTICLE V-12 – DOCUMENTS À METTRE À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR	31
ARTICLE V. 13 – CONDITIONS DE RÉSILIATION	31
ARTICLE V. 14 – DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	31
ARTICLE V- 15 – CLAUSES TRAITÉES PAR LE CCAG-T	31
ARTICLE V-16 : LISTE DES ANNEXES	31
ARTICLE VI - 1 - REPRÉSENTANT DU MAÎTRE D'OUVRAGE	32
ARTICLE VI - 2 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ENTREPRENEUR VIS-À-VIS DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	32
ARTICLE VI – 3 - PRÉSCRIPTIONS GÉNÉRALES AU TITRE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	32
ARTICLE VI – 4 -SAUVEGARDE DES PROPRIÉTÉS RIVERAINES ET INDEMNISATIONS DE BIENS SITUÉS DANS L'EMPRISE	32
ARTICLE VI - 5 - UTILISATION DES RESSOURCES EN EAU	32
ARTICLE VI - 6 - PROTECTIONS DES EAUX DE SURFACE ET DES EAUX SOUTERRAINES	33
ARTICLE VI - 7 - PROTECTIONS CONTRE LE BRUIT	33
ARTICLE VI - 8 - TRAVAUX NOCTURNES	33

ARTICLE VI - 9 - GESTION DES DECHETS SOLIDES.....	33
ARTICLE VI - 10 - DEBROUSSAILLEMENT	33
ARTICLE VI - 11 - OPERATIONS DE DECAPAGES – EMPRUNTS DES MATERIAUX – MOUVEMENTS ET STOCKAGE DES TERRES	33
ARTICLE VI - 12 - STATION DE CONCASSAGE	36
ARTICLE VI - 13 - EMPLOI DES PRODUITS BITUMINEUX	36
ARTICLE VI - 14 - TRAVAUX DANS LES COURS D'EAU ET MAINTIEN DU LIBRE ECOULEMENT DES EAUX	36
ARTICLE VI - 15 - DÉVIATION PROVISOIRE DE LA ROUTE ET MAINTIEN DE LA CIRCULATION ..	36
CHAPITRE V : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF.....	38
ANNEXE 1	39
ANNEXE 2	40
ANNEXE 3	41
ANNEXE 4	42

=====

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE RELIANT RP5013 ET
AIN CHEGGAG VIA BOUMAIZ
-PROVINCE DE SEFROU-**

=====

Appel d'offres N° : 67/RFM/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le Président du conseil régional de la région de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)

.....ouvert auprès
de.....

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

=====

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE RELIANT RP5013 ET
AIN CHEGGAG VIA BOUMAIZ
-PROVINCE DE SEFROU-**

=====

Appel d'offres N° : 67/RFM/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le Président du conseil régional de la région de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

D'UNE PART

ET

2. Cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de Sous le n°

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) ouvert
auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

=====

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE RELIANT RP5013 ET
AIN CHEGGAG VIA BOUMAIZ
-PROVINCE DE SEFROU-**

=====

Appel d'offres N° : 67/RFM/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le Président du conseil régional de la région de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

D'UNE PART

ET

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
.....(les références de la convention)..... :

• **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....

en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....

ouvert auprès de.....

• **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

-

-

Nous nous engageons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur».

D'autre part

Il a été décidé et convenu ce qui suit :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALE ET DESCRIPTION DES TRAVAUX

ARTICLE I-1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : **Travaux de construction de la route reliant RP5013 et Ain cheggag Via Boumaiz-Province de Sefrou** -En lot unique

ARTICLE I-2- PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le marché, qui sera issu du présent appel d'offres, est passé par appel d'offres ouvert en vertu des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

ARTICLE I-3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) :

- L'acte d'engagement,
- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS),
- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- Le sous détail des prix unitaires ;
- Les plans, les notes de calcul, le mémoire technique ;
- Le cahier des prescriptions communes (CPC) applicable aux travaux routiers courants du Ministère de l'Equipement et édité par lui en vertu de l'arrêté n° 451-83 du 06/12/82, tel qu'il a été modifié ou complété ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux (CCAG-T) exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 mai 2016).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

ARTICLE I- 4 - TEXTES GENERAUX ET LES TEXTES SPECIAUX

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

A. TEXTES GENERAUX :

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

1. Loi organique 111-14 relative aux régions ;
2. Le décret n° 2-12-349 du 8 jourmada 1434 (**20 mars 2013**) relatif aux marchés publics ;
3. Le cahier des clauses administratives générales C.C.A.G.T. applicables au marché de travaux approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (**13/05/2016**).
4. Le Décret n°2-16-344 **du 22 juillet 2016** relatif aux délais de paiement et les **intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques** ;

5. Décret n° 2.14.272 du 14 **mai 2014 relatif** aux avances en matière de marchés publics ;
6. Arrête du Chef du gouvernement n°**3-302-15** du 15 Safar 1437 (27 **novembre 2015**) fixant les règles et les **conditions de révision des prix des marchés publics**. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;
7. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre ;
8. Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (**19 février 2015**) portant promulgation de la loi n° 112-13 **relative au nantissement des marchés publics** ;
9. Arrêté du ministre de l'économie et des **finances n°1871-13** du 4 Chaabane 1434 (**13/06/2013**) fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 précité ;
10. Arrêté du ministre de l'économie et des finances **n°1872-13** du 4 Chaabane 1434 (**13/06/2013**) relatif à la publication des **documents dans le portail des marchés publics** ;
11. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 du 24 Hijja 1434 (**30/10/2013**) portant application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 précité ;
12. Arrêté du ministre de l'Intérieur n°3574-13 du 6 Safar 1435 (**10/12/2013**) fixant les cahiers des **prescriptions communes applicables aux marchés** des régions, des préfectures, des provinces et des communes ;
13. Le Dahir n°1-86-347 du rabia II 1406 (**20 décembre 1985**) portant promulgation de la Loi n° 30-85 relative à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;
14. La Loi n° 24-86 promulguée par dahir n° 1-86-239 du Rabia II 1407 (31 **décembre 1986**) portant promulgation de la loi n° 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ;
15. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 18.672 du 26 mars 2018 fixant les modalités de la composition des commissions d'appel d'offres ouvert, d'appel d'offres restreint ou avec présélection, ainsi que celle du jury de concours des régions, des préfectures, des provinces et des communes ;
16. Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements ;
17. La circulaire n° 75/IGSA du 22 Janvier 1982 relative à la réglementation et la législation du travail ;
18. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3610-13 du 10/12/2013 fixant les autorités habilitées à approuver les marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.

B. TEXTES SPECIAUX :

1. La circulaire n° 2-1242/DNRT du 13/07/1987 relative au CPC applicable aux marchés des Travaux Publics.
2. Arrêtés du ministre des Travaux Publics n°127-63 du 15 mars 1963 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et circulaire d'application du 15 mars 1963 pour la conception des rétablissements des réseaux.
3. Le Cahier des prescriptions communes (C.P.C) applicables aux travaux routiers courants du Ministère de l'équipement et édité par lui, en vertu de l'arrêté n°451-83 du 6/12/82 ;

4. La circulaire n° 4/59/SGG/CAB du 12/2/59 et l'instruction n° 23/59/SGG/CAB du 6/10/59 relatives aux travaux de l'état, des Etablissements publics et des collectivités locales et les circulaires n° 1/61/CAB/SGG du 30/1/61.
5. L'instruction n°4/390/SGG/CAB du 8/7/57 relative à l'emploi de matériaux de production Marocaine.
6. La Directive pour matériaux enrobés à chaud de la DRCR de 1992.
7. Le Guide Marocain des Terrassements Routiers et le catalogue marocain des structures types de chaussées neuves.
8. La note DRCR N°2143/IT/411/92 du 22 Janvier 1992 relative à la définition des prix pour travaux sur accotements (complément du fascicule 2 du CPC).
9. La note circulaire de la DRCR n°214-22/50.5/238/340 du 11.12.1998 relative au contrôle et suivi des travaux routiers ;
10. La note DRCR n°214.23/40010/1666/99 du 2 Juillet 1999 relative à l'établissement d'un mémoire technique pour la préparation et la conduite des travaux du chantier.
11. Le document annexe au CPC relatif aux spécifications des matériaux pour accotement (DRCR – Décembre 1999).
12. Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

ARTICLE I-5 : MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président du Conseil Régional FES-MEKNES. L'assistance technique et le suivi des travaux seront assurés par l'Agence Régionale d'Exécution des Projets de la Région Fès-Meknès (AREP-FM).

ARTICLE I -6 : PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHE

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de services
- Les avenants éventuels
- La décision prévue au paragraphe 3 de l'article 57 du CCAG-T, le cas échéant

ARTICLE I -7 : ETENDUE DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le marché comprend l'exécution des travaux dans les conditions spécifiées dans les cahiers des charges, ainsi que l'entretien des ouvrages tel que défini dans le cahier des prescriptions communes jusqu'à la date de la réception définitive.

A ce titre le marché comprend :

- ✓ La fourniture de la main d'œuvre et son encadrement,
- ✓ La fourniture de tous les matériaux nécessaires aux travaux spécifiée par le marché,
- ✓ La fourniture et l'exploitation durant le chantier de tout le matériel de travaux publics et autres si nécessaire,
- ✓ La construction d'ouvrages et d'installations provisoires et d'une manière générale, toutes les prestations à caractère provisoire ou définitif nécessaires à la réalisation et à l'achèvement des travaux et à l'entretien des ouvrages telles que la nécessité de ces fournitures et prestations est spécifiée par le marché ou qui en découle raisonnablement.

L'Entrepreneur doit en outre remplir les obligations suivantes :

- ✓ Vérifier la présence et la cohérence des documents techniques contractuels qui définissent de façon précise et sans équivoque les ouvrages à réaliser,
- ✓ Procéder aux études complémentaires et à l'établissement de tous documents techniques (note de calculs ou plans de détail) qui sont nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages ou qui sont demandés dans le présent CPS.

ARTICLE I-8 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

1. Construction :

Route	PK Origine	PK Fin	Largeur de chaussée projetée (m)	Nature et épaisseur des différentes couches (cm)
Route reliant RP5013 et Ain cheggag Via Boumaiz	0+000	0+340	6.00	10AC+20GNF2+20GNB+RSB

2. Travaux de construction des ouvrages d'assainissement :

OH N°	PK	Ouvrages existants	Ouvrages projeté	Observations
1	0+155	***	01 Buse Φ 1000	à créer
2	0+214	***	01 Buse Φ 1000	à créer
3	0+340	***	01 Buse Φ 600	à créer
4	0+340	***	01 Buse Φ 600	à créer

3. Accotements :

Route	PK Origine	PK Fin	Largeur des Accotements (m)		Nature et épaisseur des différentes couches (cm)
			RD	RG	
Route reliant RP5013 et Ain cheggag Via Boumaiz	0+000	0+340	1,00	1,00	10AC+20GNF2+20 MS 1

Il sera procédé à l'aménagement d'exutoires aux emplacements désignés par le maître d'ouvrage ou son représentant.

ARTICLE I-9- DESCRIPTIONS DES TRAVAUX

Les travaux à exécuter au titre du marché issu du présent appel d'offres comprennent :

1. Travaux de terrassement :

- Un levé topographique avant et après réalisations de terrassement pour déterminer les quantités de terrassement
- La préparation des emprises des déblais et la préparation initiale des terres sous les remblais ;
- La réalisation d'une planche d'essai pour la mise en œuvre des remblais ;
- L'exécution des déblais et des remblais en redans suivant les profils en travers visés " Bon pour exécution " ;
- L'exécution des déblais et remblais pour élargissement de la plateforme ;
- L'ouverture des fossés conformément aux plans visés " Bon pour Exécution " ;
- Le réglage des talus et de la plateforme ;
- La démolition des accotements bétonnés.

2- Travaux de traitement de la chaussée :

- Les essais d'agréments de tous les matériaux à utiliser pour la réalisation des travaux suivant les normes en vigueur.

3-Travaux sur les accotements :

- La fourniture et la Mise en œuvre des matériaux sélectionnés MS type1.

L'entreprise est tenue à réaliser, à sa charge :

- ✓ Une étude de formulation pour le revêtement superficiel bicouche ;
- ✓ Les essais d'agréments de tous les matériaux à utiliser pour la réalisation des travaux suivant les normes en vigueur.

NB : Une planche d'essais sera réalisée à la charge de l'entreprise avant démarrage des travaux de chaque couche de la chaussée.

Sont à la charge de l'entreprise toutes les fournitures de matériaux qui ne sont pas expressément exclues par le marché destiné aux ouvrages. Les matériaux utilisés devront satisfaire aux conditions fixées par les Cahiers des Prescriptions Communes ainsi que les différentes circulaires relatives à l'agrément des procédés de construction de chaussée et OA.

Par le fait même de sa soumission, l'entrepreneur est réputé connaître parfaitement les ressources Des lieux d'extraction ou de provenance ainsi que leur condition d'exploitation, d'accès, de fourniture ou de transport en toute saison.

Aucune réclamation ne sera admise concernant le prix de revient à pied d'œuvre Des matériaux.

ORIGINE DES MATERIAUX :

Les matériaux seront d'origine marocaine, sauf en cas d'impossibilité reconnue par l'Administration.

STOCKAGE DES MATERIAUX :

Les matériaux contaminés ne devront pas être utilisés, la préparation des aires de stockage est à la charge de l'entrepreneur.

✓ Sables pour mortier et béton :

Nature :

La nature et la provenance des sables demeurent soumises à l'agrément de l'administration. Les sables seront de préférence les sables de rivière, cependant les sables de mer pourront être acceptés, lorsqu'ils seront soigneusement lavés et qu'ils présenteront une granulométrie satisfaisante. L'emploi de sable provenant de broyage ou de concassage peut être autorisé après mélange avec le sable de mer ou de rivière.

Granularité :

Sable pour béton courant : la préparation maximale d'élément retenu sur le tamis de module 38 (Tamis de 5 mm) devra être inférieur à dix (10%) pour cent.

Propreté :

Les sables devront avoir un équivalent de sable respectant les conditions ci-après)

Béton B20 : Equivalent de sable supérieur ou égal à 75.

Teneur en Filler : pourcentage des éléments inférieur ou égal à 80 microns

Béton B20 : pourcentage en filler inférieur à 10%

✓ Granulat pour béton :

Les granulats proviendront des sites ou carrières choisis par l'entrepreneur et agréés par l'Administration. L'Entrepreneur doit fournir à l'appui de demande d'agrément une analyse chimique des matériaux mettant notamment en évidence sa teneur en sulfates, en sulfures et en matière organique.

Les caractéristiques des granulats doivent être conformes aux prescriptions de l'article 72.2 du fascicule 65A du C.C.T.G relatif à l'exécution des ouvrages en béton armé ou en béton précontraint.

Granularité :

Les granulats destinés à la confection du béton doivent répondre aux prescriptions ci-dessus indiquées.

Les gravillons destinés à la confection du béton armé doivent passer dans la passoire de 25 mm sans pouvoir passer dans la passoire de 15 mm.

Tous les granulats seront complètement purgés de terre passés à l'eau et lavées si l'administration en reconnaît la nécessité. Le coefficient Micro Deval de la pierre utilisée pour leur fabrication doit être au moins égale à dix (10).

Propreté :

La proportion de matière organique susceptible d'être éliminée par décantation suivant le processus de la norme AFNOR NP 18301 ne doit pas dépasser un pour cent (1%).

Ciment :

Les ciments utilisés seront de classe CPA ou CPJ 45. Ils répondent aux spécifications de la norme Marocaine en vigueur au Maroc sur le liant hydraulique n° : NM 10.01.004.

Les ciments seront normalement livrés en vrac ou en sacs de 50kg muni d'une étiquette d'origine, sauf autorisation de l'Administration, les magasins utilisés par l'entrepreneur pour la conservation des liants doivent être secs et ouverts. Dans ces locaux, les liants doivent être séparés par nature. L'entrepreneur a la responsabilité et la garde des liants en magasins jusqu'au moment de l'emploi. Le liant avarié ou qui se trouve dans des enveloppes en mauvais état au moment de la sortie du magasin est rebuté.

Les liants rebutés sont enlevés des magasins par les soins et aux frais de l'entrepreneur dans un délai de deux jours à dater de la notification procès-verbal de rebut.

Faute par l'entrepreneur de se conformer à cette prescription, il est procédé d'office par l'administration à l'enlèvement des lots rebutés, qui sont évacués aux frais, risque et périls de l'entrepreneur.

Tous les ciments parviendront d'usines choisies par l'entrepreneur agréée par l'administration.

✓ Adjuvants :

L'incorporation en usine de tout adjuvant dans des liants est interdite.

L'incorporation d'adjuvant lors de la fabrication du béton est soumise à l'accord de l'Administration sur proposition de l'entrepreneur. Celui-ci doit fournir à l'appui de sa demande d'agrément tous les éléments permettant à l'Administration de juger l'opportunité d'utiliser le produit proposé.

✓ Eau de gâchage des mortiers et bétons :

L'Entrepreneur devra se procurer par ses propres moyens, l'eau nécessaire à l'exécution des travaux.

Les eaux de gâchage doivent avoir les qualités physiques et chimiques ci-après prescrites par la norme marocaine en vigueur.

Qualités physiques :

Les eaux de gâchage ne doivent pas contenir de matière en suspension au-delà de 2 grammes par litre.

Qualités chimiques :

Les eaux de gâchage ne doivent pas contenir de sels dissous au-delà de 10 grammes par litre.

En outre, les eaux douteuses ou soupçonnées de contenir des matières organiques aux sels sensibles seront soumises à l'analyse chimique aux frais de l'entrepreneur.

ARTICLE I-10- DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur devra fournir dans les délais prescrits les documents mentionnés dans le tableau ci-après et définis dans les fascicules du CPC pour les travaux routiers courants :

Désignation du document	Délai	Références aux dispositions du CPC ou CPS ou CCAG-T
Mémoire technique	15 jours après la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux	Article I-13 du présent CPS Article 41 du CCAG-T
Essais d'agrément des matériaux*	15 jours avant l'utilisation de chaque matériau	Article 33 du fascicule N°1 Article 41 du CCAG-T
Cahier de chantier	Dès commencement des travaux	Article 22 du Fascicule n°1 Article 41 du CCAG-T
Plan de récolement sous format papier et numérique	3 mois avant la réception Définitive	Article 37 du Fascicule n°1

(*) : élaborée par un laboratoire qualifié (Qualification : C.Q.3 selon le système de qualification et classification des laboratoires BTP publié par l'arrêté n° 1581-17 du 25/9/2017 d'application du décret n° 2-01-437 (19 septembre 2001))

ARTICLE I- 11- FOURNITURE DE LIANTS HYDROCARBONES

Les liants hydrocarbonés du type émulsion de bitume sont inclus dans l'acte d'engagement de l'entreprise qui peut s'approvisionner auprès de tout fournisseur agréé.

Les frais de transport des liants hydrocarbonés, quelle que soit leur nature, ainsi que les frais de transformation éventuelle sont à la charge de l'entreprise.

La qualité des liants hydrocarbonés doit être conforme aux spécifications techniques du fascicule n° 5 cahier n° 6 du CPC applicables aux travaux routiers courants complété par la note circulaire n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 relative au contrôle et suivi des travaux routiers.

ARTICLE I-12- MEMOIRE TECHNIQUE

Une fois l'attributaire est informé de l'approbation de son marché par l'autorité compétente, l'entrepreneur doit préparer un projet de mémoire technique de réalisation des travaux accompagné des renseignements d'ordre général sur l'organisation et les moyens du chantier.

Pour ce faire, le Maître d'ouvrage met à la disposition de l'entrepreneur le dossier d'étude visé « Bon pour exécution » et éventuellement le planning prévisionnel de rétablissement des contraintes réseaux. Dans un délai de (5) jours après la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'entrepreneur remettra au Maître d'ouvrage, pour approbation, le mémoire technique définitif. Passé ce délai, l'Entrepreneur se verra appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 10 du présent CPS.

Ce mémoire technique contiendra au minimum les indications définies ci-après et qui sera accompagné de tous les plans et notes techniques nécessaires.

Avant le démarrage de certaines phases de travaux, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de demander des notes particulières complétant ce mémoire technique.

1- Rapport technique

Un rapport technique qui précise l'organisation du chantier et la méthodologie que l'entrepreneur compte adopter pour réaliser les travaux pour chacune des tâches élémentaires (déblai, remblai, assainissement, confortement, OA, chaussées etc...). Ce rapport comprendra une note détaillée qui indiquera la composition et les caractéristiques des ateliers de production, le nombre, le type et le

rendement des engins ainsi que le rendement journalier des ateliers par poste de travail (un modèle type, à respecter impérativement, est donné en annexe2). Le rendement des engins qui figure en annexe 2, devra tenir compte de la baisse des rendements par temps pluvieux.

a. Matériel

La liste des engins que l'Entrepreneur compte mettre en place pour réaliser les travaux prévus, avec leur âge, état, rendement et disponibilité (un modèle type, à respecter impérativement, est joint en annexe 3). La liste des engins doit être accompagnée des fiches techniques établies par les constructeurs.

La liste du matériel fournie par l'entrepreneur n'est pas limitative et il ne peut élever aucune réclamation si en cours des travaux, il est amené à modifier ou à compléter ce matériel. Si pour une raison quelconque, l'Entrepreneur désire retirer du chantier une partie du matériel avant l'achèvement des travaux auxquels il est destiné, il ne peut le faire qu'avec l'accord écrit du Maître d'ouvrage ; cet accord laisse toutefois à l'entrepreneur la responsabilité et les conséquences de ce retrait.

L'Entrepreneur établira un échéancier d'acheminement du matériel sur le chantier ; les implications de cet échéancier devront être en parfaite concordance avec le programme général des travaux.

b. Matériaux

Une note qui mentionne la provenance des principales fournitures : ciment, aciers, liants hydrocarbonés, Remblai, buses, etc. et leur conformité aux spécifications contractuelles.

Dans le cas où l'Entrepreneur compte utiliser des produits prêts à l'emploi (béton, enrobés ou autres), il doit fournir tous les renseignements utiles sur les fournisseurs (usines, fabricant) et sur la qualité des mêmes produits fournis à d'autres clients pendant les trois derniers mois.

L'entrepreneur indiquera le descriptif et l'emplacement des aires de stockage. Une carrière ne peut être considérée comme un lieu de stockage qu'après l'accord écrit du Maître d'ouvrage.

c. Mouvement des terres

Le projet de mouvement de terres envisagé par l'Entrepreneur qui indique les hypothèses retenues pour les taux de réutilisation et la destination de chaque déblai, y seront également indiquées les zones de dépôt ainsi que les distances moyennes pour transporter les déblais.

Le plan des mouvements des terres devra tenir compte des données climatiques et des conditions particulières de réutilisation des matériaux sensibles à l'eau.

d. Organigramme de chantier

L'organigramme du chantier qui définit les unités de direction, de gestion, de logistique, d'études, de contrôle et de production que l'entrepreneur prévoit de mettre en place pour assurer la réalisation des travaux. Il sera accompagné de la liste nominative et des curriculums vitae du personnel de direction, de maîtrise que l'Entrepreneur compte affecter à chacune de ces unités avec mention de leur date de disponibilité et de leur fonction sur le chantier.

e. Planning des travaux

Le programme des travaux qui doit être suffisamment détaillé pour informer le Maître d'ouvrage des dispositions que compte prendre l'entrepreneur pour réaliser les travaux dans les délais prescrits. Le planning est établi en cohérence avec :

- ✓ Les cadences prévues,
- ✓ La réglementation en vigueur (articles 20 et 21 du fascicule n° 1 des CPC),
- ✓ Les conditions Climatiques de la zone et de la période d'exécution du chantier,
- ✓ Le délai global du marché (art 10 du CPS).

En outre, le planning doit :

- ✓ Comporter les dates réelles fixées d'un commun accord avec le Maître d'ouvrage,
- ✓ Faire figurer les dates d'amenées et de replis des ateliers mécaniques en cohérence avec l'annexe3.

Le planning des travaux doit être complété par :

- ✓ L'évolution de la main d'œuvre et du matériel en fonction du programme des travaux,
- ✓ L'échelonnement prévisionnel des dépenses.

Le planning des travaux sera présenté sous forme d'un diagramme de type « chemin de fer ».

f. Hygiène et sécurité

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont celles prévus dans le CPS. Les dispositions prévues à ce sujet à l'article 33 du CCAG-T doivent être strictement observées.

ARTICLE II-1- PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Comme il est spécifié aux articles 10.4 et 10.5 du fascicule 3 du CPC, l'entrepreneur doit veiller à ce que l'extraction des matériaux ou leur dépôt ne puissent nuire, de quelque façon que ce soit, à la qualité de l'environnement et à l'écoulement des eaux.

L'entrepreneur doit veiller à ce que les emprunts et dépôts ne compromettent pas la stabilité des massifs naturels, ni ne risquent du fait de leur entraînement par les eaux ou par toute autre raison de causer des dommages aux personnes et aux biens publics ou privés. Dans ce cas, l'entrepreneur serait entièrement responsable de ces dommages. Ce dernier accordera une importance particulière aux mesures citées au chapitre VI, et assurera la remise en état des lieux après achèvement des travaux.

Le maître d'ouvrage pourra s'opposer à l'exécution d'emprunts ou dépôts susceptibles de nuire à la qualité de l'environnement et à l'écoulement des eaux, sans que l'entrepreneur puisse de ce fait prétendre à aucune indemnité.

L'acquisition ou les indemnités pour occupation temporaire des terrains affectés aux dépôts ou décharges ainsi que ceux nécessaires aux emprunts restent à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE II-2- PROVENANCE DES MATERIAUX

Les matériaux dont la fourniture fait partie de l'entreprise sont proposés par l'Entrepreneur à l'agrément de l'ingénieur chargé du suivi des travaux. La demande d'agrément accompagnée des pièces justificatives doit être présentée Cinq jours (5 j) avant la date prévue pour l'utilisation du matériau.

Comme il est spécifié aux articles 10.4 et 10.5 du fascicule 3 du CPC, l'Entrepreneur doit veiller à ce que l'extraction des matériaux ou leur dépôt ne puissent nuire, de quelque façon que ce soit, à la qualité de l'environnement et l'écoulement des eaux.

L'entrepreneur doit fournir pour chaque livraison de sable les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnés (bons de livraison ou factures). Aussi ces fournitures doivent être faites en observation de l'article 56 du CCGA-T. Toute fourniture de sable provenant de carrière non autorisée rend l'entrepreneur passible des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE II-3- QUALITE DES MATERIAUX

La qualité des matériaux destinés à la réalisation des ouvrages objet du présent marché est celle définie par :

- Les cahiers du fascicule n° 5 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux chaussées et pour lesquels le trafic à prendre en considération pour leur application est T3 Ces cahiers sont complétés et modifiés par les dispositions de La note circulaire relative au contrôle et suivi des travaux routiers de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998.
- La note circulaire de la DRCR n° 214.22/40900/2425/2004 du 14/07/2004 relative à la nouvelle Norme pour la mesure de la valeur de bleu de Méthylène.
- La directive de la DRCR pour matériaux enrobés à chaud.
- Les spécifications de la note de la DR du 22/01/1992 pour matériaux d'accotement.

Les liants hydrocarbonés à utiliser seront des catégories suivantes :

Nature des travaux	Catégorie du liant
- Imprégnation - Revêtement en enduits superficiels	- Emulsion à 55% - Emulsion 65%

- Les dosages en liant et granulats sont proposés par l'entrepreneur. Ils sont arrêtés à la suite de la réalisation d'une planche d'essai effectuée aux frais de l'entrepreneur sous le contrôle d'un laboratoire agréé par le maître d'ouvrage. La longueur minimale de la planche d'essai sera fixée par le maître d'ouvrage.

Si la nature des granulats fournis par l'entrepreneur nécessite un dopage, celui-ci est réalisé suivant les modalités proposées par l'entrepreneur et acceptées par le Maître d'Ouvrage.

- Les matériaux pour accotements doivent respecter les spécifications de la note de la DRCR du 28/11/1990 pour matériaux d'accotement.
- La granulométrie des sables pour bétons et mortiers sera proposée par l'entrepreneur à l'agrément du Directeur Provincial de l'Équipement et du Transport et de la Logistique de Sefrou.

*** La grave non traitée pour couche de fondation (GNF2) doit s'inscrire dans le fuseau 0/40 mm.**

- | | |
|------------------------|--------------|
| - Dureté | : LA < 40% |
| - Résistance à l'usure | : MDE < 35 % |
| - Propreté | : IP < 8 % |
| - IC | : IC > 30% |

*** La grave non traitée pour couche de base (GNB) doit s'inscrire dans le fuseau 0/31,5 mm:**

- | | |
|------------------------|---|
| - Dureté | : LA < 30 % |
| - Résistance à l'usure | : MDE < 20% |
| - Propreté | : ES (0/5) > 30 ou ES (0/2) > 45 sinon VB < 1,5 |
| - IC | : IC > 35% |

Le contrôle de la propreté de la GNB (valeur au bleu de méthylène) sera effectué en application des dispositions de la note circulaire de la DRCR n° 214.22/40900/2425/2004 du 14/07/2004 relative à la nouvelle norme pour la mesure de la valeur au bleu de méthylène.

*** Les liants hydrocarbonés à utiliser seront de la catégorie suivante :**

- émulsion cationique à rupture rapide à 65% de liant pour enduits superficiels.
- émulsion 55% pour enduit d'imprégnation.

*** Les matériaux sélectionnés (MS type 1) destinés aux accotements non revêtus auront les caractéristiques suivantes :**

- **Granulométrie :**

La courbe granulométrique sera inscrite à l'intérieur du fuseau suivant :

Tamis (mm)	% de passant
50	100%
40	50 à 100%
10	-----
5	15 à 75%
0,08	4 (2) à 20%

La valeur entre parenthèse s'applique aux matériaux concassés 100% et concassés purs.

- Propreté : 6 < IP < 12%.
- Dureté : le coefficient Los Angeles (LA) < 50.

N.B : - Le contrôle de la propreté (IP) et de la dureté (LA) n'est pas exigé pour les matériaux carbonatés dont la teneur en CaCo3 est supérieure à 70%.

- Les terrassements doivent satisfaire au guide marocain des terrassements routiers.

ARTICLE II-4- CONTROLE DES MATERIAUX :

La nature et la périodicité des essais de contrôle des matériaux sont fixées par les fascicules 3,4 et 5 du CPC applicable aux travaux routiers courants et sont complétés et modifiés par les dispositions de La note circulaire concernant le contrôle et le suivi des travaux routiers de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998 conformément aux tableaux, ci-dessous :

• Graves non traitées :

Désignation du matériau	Qualité du matériau à contrôler	Désignation de l'essai	Fréquence des essais	
			Essai d'agrément sur (300m³) ou sur une production journalière	Essai de recette
Graves non traitées	Granularité	- Granulométrie	5 essais pour chaque catégorie de matériau et par provenance (**)	1/1000m³
	Propreté	- Indice de plasticité - Equivalent de sable sur 0/2 ou 0/5 - Valeur au bleu	5 essais pour chaque catégorie de matériau et par provenance (**)	1/1000m³ 1/1000m³ 1/1000m³
	Dureté	- Los Angeles - Micro Deval Humide (MDE)	2 essais pour chaque catégorie de matériau et par provenance	1/5000m³ 1/5000m³
	Angularité (*)	Indice de concassage ou angularité	Pour chaque catégorie de matériau et par provenance	1/5000m³

(*) : Essai valable uniquement pour les ballastières.

(**) : Les résultats des essais d'agréments la grave non traitée, relatifs à la granulométrie sont considérés concluants si au moins 3 (Trois) courbes granulaires sur 5 (Cinq) sont inscrites dans le fuseau préconisé.

♦ Gravillons pour Revêtement Superficiel Bicouche :

Désignation du matériau	Qualité du Matériau à Contrôler	Désignation de l'essai	Fréquence des essais	
			Essai d'agrément sur (100 m3) ou sur une production journalière	Essai de recette
Granulats 6/10 10/14	Granularité	Granulométrie	3 essais pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/200 m³
	Propreté	% éléments inférieur à 0,5 mm	3 essais pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/200 m³
	Dureté	Los Angeles	1 essai pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/500 m³
		Micro Deval Humide (MDE)	1 essai pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/500 m³
	Angularité (*)	Indice de concassage ou angularité.	Pour chaque classe Granulométrique et par provenance.	1/200 m³
	Forme	Coefficient d'aplatissement	3 essais pour chaque classe granulométrique et par provenance	1/200 m³
	Adhésivité	NM n° 03.4.036	1 essai par provenance	1/500 m³

(*) : Essai valable uniquement pour les ballastières

- **Matériaux sélectionnés pour accotements**

Désignation du matériau	Qualité à contrôler	Nature de l'essai	Fréquence de l'essai
- Matériaux pour couche Supérieure des accotements	- Granularité - Propreté - Dureté - Teneur CaCO ₃	- Granulométrie - I.P (1) - L.A (1) - Teneur CaCO ₃ *	- Chaque 1000 m ³ - Chaque 1000 m ³ - Chaque 5000 m ³ - Chaque 5000 m ³

(*) : Pour les matériaux carbonatés uniquement

(1) : Qualité non exigée pour les matériaux carbonatés dont la teneur en CaCO₃ est supérieure à 70%.

Il est expressément précisé que les frais de reprise des essais non concluants sont à la charge de l'entrepreneur. Dans le cas échéant, ces dépenses seront déduites des acomptes de l'entreprise dus par l'exécution du présent marché.

La granulométrie des sables pour bétons et mortiers sera proposée par l'entrepreneur à l'agrément du l'ingénieur chargé du suivi les travaux

CHAPITRE III : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE III-1- OUVRAGES PROVISOIRES

Les plans et notes de calculs des éventuels ouvrages provisoires sont à la charge de l'Entrepreneur qui les soumet à l'approbation du l'ingénieur chargé du suivi les travaux quinze jours avant le début de réalisation desdits ouvrages.

ARTICLE III-2- INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'Entrepreneur soumettra à l'Ingénieur le projet de ses installations de chantiers dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'approbation du marché.

En général les installations de chantiers tiennent compte des éléments suivants :

1-Généralités

L'installation et l'aménagement du chantier font l'objet de plusieurs articles regroupés en une seule position. Cette position comprend l'installation propre à l'Entreprise, ainsi que des aménagements destinés au Maître d'ouvrage.

Avant de remettre son offre, l'Entrepreneur est tenu de renseigner sur l'emplacement du chantier, les chemins d'accès, la place disponible pour le stockage, ainsi que les possibilités de réaliser les raccordements à l'électricité et à l'eau. En outre, il doit reconnaître les difficultés qui se posent lors de l'exécution.

Les travaux se feront sous circulation et l'entrepreneur ne pourra interrompre la circulation sur les routes que dans le cas où le Maître d'ouvrage en reconnaîtrait la nécessité absolue et lui en donnerait l'autorisation pour une époque et délai déterminée.

Cette prestation ne donnera droit à aucune indemnité spéciale de la part du maître de l'ouvrage.

La circulation pour les piétons et pour les véhicules prioritaires tels que les ambulances, pompiers, etc. doit être garantie en permanence.

2-Aire de chantier et gardiennage

L'entrepreneur définira, en collaboration avec les services compétents l'emplacement exact de la clôture de chantier.

Il définira, en accord avec le représentant du maître d'œuvre, la superficie de l'aire de chantier et son emprise sur la voie publique, permettant l'enlèvement des déblais et décombres de démolition, la livraison des matériaux de chantier, l'installation des engins de lavage, etc...

Cette aire de chantier devra permettre le stockage de la totalité des fournitures, la réalisation des installations de chantier, y compris celles nécessaires pour abriter le matériel et les équipements du soumissionnaire, l'atelier –

L'Entrepreneur pourvoira au gardiennage du chantier et des installations du chantier. La période de gardiennage couvrira toute la durée des travaux jusqu'à la réception de ceux-ci. Le coût du gardiennage pour la totalité de l'aire de chantier est compris dans le poste installation de chantier.

Tout matériau jugé non conforme doit être évacué de cette aire.

3-Panneaux de chantier

Une sous – construction fixée à l'entrée du chantier, à choisir par le Maître d'ouvrage, permettra de fixer un panneau principal de dimensions approximatives 3,00 x 3,00 m.

Le panneau principal indiquera la nature de la réalisation, le nom des différents intervenants (Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprise ...).

Les panneaux seront lisses réflectorisés et résistant aux intempéries, les finitions (teinte de fond, écritures ou autres indications) seront soumises et approuvées par le maître de l'ouvrage.

Le coût du panneau de chantier à installer à l'entrée du chantier est compris dans le prix de l'installation du chantier.

4- Local du maître d'ouvrage

L'Entrepreneur, sera tenue de mettre à la disposition de l'Administration au démarrage des travaux un local de chantier (d'une superficie d'au moins de 20m², climatisé, équipé d'une table, des chaises, armoires, un ordinateur (poste fixe), un PC portable, une imprimante couleur A3, un scanner A4 et une ligne téléphonique) pour le personnel de contrôle des travaux qui sera implanté à proximité des installations de chantier de l'entreprise. Il sera démoli après achèvement des travaux.

5- Repli du chantier

Après la fin des travaux les installations seront repliées et le site remis en état et nivelé. Tous les débris et déchets résultant du repli du chantier seront évacués dans des lieux de décharge indiquée par le Maître d'ouvrage.

Les frais du repli du chantier sont compris dans le prix de l'installation du chantier .

ARTICLE III-3- EMPLOI DES EXPLOSIFS

L'emploi des explosifs est régi par l'article 24 du fascicule n°1 du CPC pour les travaux routiers courants.

L'Entrepreneur ne pourra se prévaloir des délais nécessaires à l'obtention des autorisations réglementaires pour justifier d'un allongement du délai d'exécution.

ARTICLE III-4- CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Les conditions d'exécution des travaux sont celle définies par les cahiers constitutifs des fascicules 3 et 4 des CPC applicables aux travaux routiers courants.

ARTICLE III-5- CONTROLE DES TRAVAUX

- 1- La nature et la fréquence des essais de contrôle des travaux de terrassement sont celles définies par le fascicule n°3 du CPC applicable aux travaux routiers courants et complétés par les dispositions du présent CPC.
- 2- La nature et la périodicité des essais d'agrément (catégorie A), des contrôles de qualité (catégorie B) et des contrôles de réception (catégorie C), sont fixées par le fascicule n°4 ainsi que par les cahiers constitutifs du fascicule n°5 du CPC pour les travaux routiers courants.
- 3- Aucune tolérance en moins ne sera acceptée en ce qui concerne les épaisseurs des assises en GNF2 et GNB pour chaussées et accotements. Si un contrôle d'épaisseur fait apparaître une insuffisance de matériaux par rapport aux prescriptions du présent CPS, aux plans visés « bon pour exécution » ou aux ordres de service de l'Ingénieur, l'Entrepreneur sera tenu de faire l'apport complémentaire de matériaux de qualité équivalente ou supérieur et de reprendre la finition de la couche.

ARTICLE III-6 - REUNIONS DE CHANTIER

L'Entrepreneur ou son représentant est tenu de se rendre personnellement aux convocations du Maître d'ouvrage et d'accompagner les représentants de cette dernière sur les chantiers lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les travaux. La périodicité des visites est fixée par le Maître d'ouvrage ou par l'Ingénieur chargé du suivi du chantier qui pourra dans les mêmes conditions fixer toute visite exceptionnelle sous préavis de vingt-quatre heures.

Il sera dressé, pour chaque réunion, un procès-verbal qui sera contresigné par l'Ingénieur chargé du suivi du chantier et l'entrepreneur en fin de séance.

Dans le cas où l'entrepreneur est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal, celui-ci lui est notifié par ordre de service.

Ces procès-verbaux étant appelés à remplacer autant que possible les échanges de correspondances entre le Maître d'ouvrage et l'entrepreneur, ce dernier veillera à y faire inscrire au fur et à mesure du déroulement des travaux, ses observations, ses réclamations ou réserves. L'inscription de ces dernières au cahier de chantier ne saurait remplacer la présentation des réclamations dans les formes et conditions prévues par les clauses du CCAG-T.

Lors des visites de chantier, l'Entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans des conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.

CHAPITRE IV : MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX

ARTICLE-IV-1- MODE DE MESURAGE :

Toutes les quantités d'ouvrage exécutées seront évaluées par le système des métrés dressés après exécution.

Les surépaisseurs et sur-largeurs en matériaux pour corps de chaussée ou accotements pour leur mise en profil ne seront pas prises en compte. Les frais occasionnés par ces surépaisseurs et sur-largeurs sont réputés inclus dans les prix correspondants du bordereau des prix - détail estimatif.

ARTICLE IV.2 – DEFINITION DES PRIX

Les définitions des prix sont celles données par les listes des prix annexées au fascicule n° 2 du CPC relatif aux clauses financières communes applicables aux travaux routiers courants, par la note circulaire relative au contrôle et le suivi des travaux routiers de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998 et par la note de la DRCR n° 2143/IT/411/01/92 du 22/01/1992 pour les matériaux d'accotement.

Les prix unitaires sont présentés par l'entrepreneur hors TVA. Cette dernière est rajoutée par la suite au total hors TVA.

Il est rappelé qu'en cas de changement du taux de la TVA durant la période du marché, ce changement est pris en compte par la révision des prix par l'adoption de l'index correspondant.

Prix n°1. Installation du chantier

Ce prix **forfaitaire** rémunère la préparation d'un mémoire technique, l'amenée, le repli du matériel sur chantier comprenant matériel de fabrication, de transport et de mise en œuvre.

Il sera détaillé par l'entreprise suivant l'organisation qu'elle envisage de mettre en place. Il comprend aussi toutes les dispositions prévues par l'article 3-2 du présent CPS.

Une fraction égale aux deux tiers (2/3) de ce prix sera réglée lorsque l'installation de chantier est achevée. Le solde sera réglé après achèvement des travaux, remise en état des lieux et repliement du chantier.

Prix n°2. Signalisation de chantier :

Ce prix rémunère la mise en place de jour comme de nuit de la signalisation temporaire du chantier tel que définie à l'article 5-6, au schéma d'itinéraire des panneaux de signalisation temporaire de chantier approuvé au mémoire technique et la note circulaire n° DR/215-31/DE/50043/239/2012 du 5 oct.2012.

Ce prix rémunère au **jour** la fourniture, et la mise en place, l'exploitation, et la surveillance du dispositif de signalisation temporaire du chantier, tel que décrit à **l'article 5-6 (Article : signalisation temporaire du chantier)**.

Il comprend notamment les frais de fourniture, de pose, de dépose et d'entretien de la signalisation temporaire de chantier.

Il comprend également la mise en place d'une signalisation de nuit par gyrophares aux sections de la route qui présentent un danger aux usagers de la route.

Il inclut aussi tous les frais de gardiennage du dispositif de signalisation décrit ci-dessus jour et nuit.

Ce prix est valable pour toute la durée du chantier, y compris les prolongations des délais et les retards éventuels.

Prix n°3 - Terrassements en déblai

Ce prix rémunère au **mètre cube** mesuré suivant la méthode indiquée au C.P.S., les déblais en terrain de toute nature y compris rocher, pour ouverture de la plate-forme et encaissement des rues carrossables et chemins piétons conformément aux profils en travers types joints au présent document. Y compris dans le prix :

Le piquetage complémentaire

- La conservation des piquets
- Le décapage de tous produits impropres tel que terre végétale, broussailles, taillis, arbres, haies etc.

- La scarification de la chaussée au niveau des sections définies par les plans d'exécution
- Les démolitions de baraques, constructions légères et ouvrages ne dépassant pas 3,00 m de hauteur.
- L'extraction, le chargement, le transport et la mise en dépôt provisoire ou définitive des déblais sur
- Une distance pouvant aller jusqu'à 5000 m du centre de gravité du site. Le talutage, banquettes et fossés des plates-formes à réaliser.
- Le surfacage de la plate-forme et réglage des talus.

Prix n°4 - Terrassements en remblai d'apport

Ce prix rémunère au **mètre cube** l'exécution des remblais d'apport, compacté à 95 % de l'O.P.M. Y compris dans le prix : La fourniture, transport et mise en œuvre des matériaux en provenance de zones d'emprunt.

- Les essais d'agrément
- Le criblage, arrosage, compactage mécanique couche par couche de 20 cm.
- Remblais secondaires d'apport éventuel.
- Les essais de contrôle.

Prix n°5- Couche anti-contaminante AC de 10 cm

Il comprend une couche de sable anti-contaminant en matériaux tout venant 0/100 à IP Fourniture, mise en œuvre, arrosage, cylindrage et toutes sujétions. L'épaisseur de cette couche sera de 10 cm.

Prix payé au **mètre cube**.

Prix n°6.Couche de fondation GNF2

Ce prix rémunère au **mètre cube** la fourniture et la mise en œuvre de la couche de fondation en GNF2 y compris réglage, arrosage, compactage et toutes sujétions conformément aux plans visés " Bon pour Exécution ", tout en assurant le réglage des pentes prescrites et le compactage à 98% de l'O.P.M.

Prix n°7.Couche de base GNB

Ce prix rémunère au **mètre cube** la fourniture et la mise en œuvre de la couche de base pour renforcement et l'élargissement y compris réglage, arrosage, compactage et toutes sujétions conformément aux plans visés " Bon pour Exécution ", tout en assurant le réglage des pentes prescrites et le compactage à 98% de l'O.P.M.

Prix n°8. Matériaux sélectionnés MS type 1 pour accotement

En plus des prescriptions du prix n° D 6, 1,2 du CPC, les spécifications des MS type 1 sont celles mentionnées dans l'article 2.2 du présent CPS et seront réalisés conformément aux largeurs mentionnées dans les plans visés "Bon pour Exécution ", tout en assurant le réglage de la pente à 4% et le compactage à 95% de l'OPM.

Ce prix est rémunéré au **mètre cube**.

Prix n°9.Fourniture de liant pour enduit d'imprégnation.

Ce prix rémunère à la **tonne** la fourniture, le transport et le stockage d'émulsion 55% pour imprégnation ainsi que toutes les sujétions résultantes des documents contractuels.

Prix n°10.Mise en œuvre de l'imprégnation

Ce prix est rémunéré au **mètre carré**, la mise en œuvre d'une couche d'imprégnation suivant les prescriptions du prix n° D, 3, 1 du fascicule n°2 du CPC et la note de la DR n° 215.30/96/08 du 05/11/2008.Toutefois ce prix ne comprend pas la fourniture et le transport du liant. Ce prix comprend également le sablage de l'imprégnation par un grain de riz avec un dosage agréé par l'administration.

Prix n°11.Fourniture de liant pour revêtement

Ce prix rémunère à la **tonne** la fourniture, le transport et le stockage d'émulsion 65% pour enduit superficiel ainsi que toutes les sujétions résultantes des documents contractuels.

Prix n°12. Mise en œuvre du revêtement superficiel bicouche

En plus des prescriptions du prix n° D 3,5, f du fascicule n° 2 du CPC, Ce prix est rémunéré au **mètre carré** la mise en œuvre de revêtement superficiel bicouche. La fourniture, le transport et le stockage d'émulsion non comprise.

Prix n°13. Ouverture des fossés

Ce prix rémunère au **mètre linéaire** mesuré au mètre dressé après exécution, les déblais en terrain de toute nature, pour ouverture de fossé. Les quantités à prendre en compte étant calculées à partir des largeurs, hauteurs et longueurs réalisées sans qu'elles puissent excéder les valeurs prescrites par le CPS. Y compris désherbage, dessouchage, déracinage et le nettoyage complet des fossés, le chargement et le transport pour évacuation des terres excédentaires à une décharge publique y compris toutes sujétions d'exécution et d'évacuation.

Prix n°14. Buses armé ϕ 1000 CAO série 135 A.

Ce prix rémunère au **mètre linéaire**, suivant les prescriptions du prix n° C 4,1,2, d du fascicule n° 2 du CPC applicables aux travaux routiers courants, la fourniture et la pose des buses en béton armé ϕ 1000 série 135 A. ils comprennent toutes sujétions de transport et de pose y compris l'exécution des joints, Déblais en fouilles, Remblais en fouilles et lit de sable, ils s'appliquent au mètre linéaire de buses réellement posées.

Les éléments de buses seront d'une longueur minimale de 2 m.

Prix n°15. Buses armé ϕ 600 CAO série 135 A.

Ce prix rémunère au **mètre linéaire**, suivant les prescriptions du prix n° C 4,1,2, d du fascicule n° 2 du CPC applicables aux travaux routiers courants, la fourniture et la pose des buses en béton armé ϕ 600 série 135 A. ils comprennent toutes sujétions de transport et de pose y compris l'exécution des joints, Déblais en fouilles, Remblais en fouilles et lit de sable, ils s'appliquent au mètre linéaire de buses réellement posées.

Les éléments de buses seront d'une longueur minimale de 2 m.

Prix n°16. Béton de classe B10 dosé à 250kg

Ce prix rémunère au **mètre cube** la mise en œuvre du béton de classe B10 pour les têtes des ouvrages ; avec une épaisseur de 10 cm. Il comprend toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre.

Prix n°17. Béton de classe B20 dosé à 300kg

Ce prix rémunère au **mètre cube** la mise en œuvre du béton de classe B20 pour les têtes des ouvrages ; ainsi que les accotements bétonnés avec une épaisseur de 15 cm et une largeur de 1 m. Il comprend toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre.

ARTICLE IV-3 - REGLEMENT DES TRAVAUX :

Le règlement des travaux s'effectuera par l'application des prix unitaires du bordereau des prix aux quantités réellement effectuées et régulièrement constatées.

ARTICLE IV-4 – CARACTERE GENERAL DES PRIX

Les prix du marché issu du présent appel d'offres comprennent le bénéfice, ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des travaux.

ARTICLE IV.5 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434

(20 Mars 2013) précité et à l'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015

fixant les règles et les conditions de révision des prix, les prix du présent marché sont révisables par application de formule suivante :

$$P = P_o * (0,15 + 0,85 * (TR3bis/TR3bis_o))$$

Dans laquelle :

P = prix révisé de la nature d'ouvrage considéré

P_o = prix initial du marché

TR3 et TR3_o = index global relatif aux travaux de construction de route avec enduit superficiel y compris fourniture de liants Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date limite de remise des offres.

Les valeurs à prendre en compte sont celles du mois de réalisation des prestations

CHAPITRE V : PRESCRIPTIONS DIVERSES

ARTICLE V.1 - DELAI D'EXECUTION – PENALITE DE RETARD

Le délai d'exécution global du marché est fixé à **deux (02) Mois** à compter du lendemain du jour de notification de l'ordre de service prescrivant à l'Entrepreneur de commencer les travaux. Ce délai comprend aussi le délai de repliement des installations du chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

En cas de non-respect de ce délai par l'entrepreneur des pénalités de retard d'un montant de 1/1000 du montant du marché (DH/jour de calendrier) seront appliquées.

En application des dispositions de l'article 65-§7 du CCAG-T, le montant des pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

ARTICLE V-2- CAUTIONNEMENT PROVISoire - CAUTIONNEMENT DEFINITIF :

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **Quatre mille (4000,00) Dirhams**.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant du marché T.T.C. Il est restitué au titulaire du marché dans les conditions fixées à l'article 19 du CCAGT.

ARTICLE V -3 - NANTISSEMENT :

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la région Fès-Meknès ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 3- Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 4- Le maître d'ouvrage remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.
- 5- Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire du marché, ainsi que les frais du timbre de l'original conservé par l'administration sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE V -4 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'entrepreneur d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par les documents contractuels, toutes les notifications lui seront valablement faite à l'adresse indiquée au marché qui sera issu du présent appel d'offres (en application de l'art.20 du CCAG-T).

ARTICLE V-5 - EMBLEMENTS MIS A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur pourra disposer pour les installations de son chantier, le stationnement de son matériel et le dépôt provisoire des matériaux, du domaine public constituant les emprises des routes classées, à

condition que les emplacements choisis ne présentent aucun danger ni gêne à la circulation. Ces emplacements seront remis en leur état initial à la fin des travaux. Cette remise en état conditionne le prononcé de la réception provisoire des travaux.

ARTICLE V-6 - SIGNALISATION TEMPORAIRE DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de mettre en place de jour comme de nuit une signalisation adéquate de chantier et d'appliquer les mesures de sécurité nécessaires au maintien de la pérennité et de la sécurité de la circulation.

Le délai d'installation de cette signalisation est de sept jours (07) à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux qui en aucun cas ne peuvent démarrer avant la mise en place de la signalisation et sa réception par l'administration.

L'entrepreneur est invité, avant démarrage des travaux, de faire réceptionner la pose des panneaux de signalisation temporaire du chantier (panneaux, gyrophares et cataphotes,) conformément au schéma itinéraire de signalisation temporaire approuvé au mémoire technique et établi sur la base de la « Directive sur la signalisation temporaire des chantiers routiers » et des notes circulaires de la Direction des Routes :

- 1) n° DR/215.30/15/08 du 03 mars 2008 ;
- 2) n°DR/215-31/DE/50043/239/2012 du 5 oct.2012 ;
- 3) La note de la DR (17/04/2015. Ils doivent relater les différents cas des travaux qui seront exécutés.

Tout constat par le maître d'ouvrage de l'absence de la signalisation temporaire ou manquement à l'une des prescriptions prévues au schéma d'itinéraire des panneaux de signalisation temporaire de chantier, même pour un seul dispositif de signalisation, entraîne pour l'ensemble la non application du prix correspondant et l'application de la pénalité prévue ci-après (remplacement des panneaux).

Les panneaux doivent être neufs ou en bon état, lisses et résistants aux intempéries et devront être confectionnés par un fabricant ayant la qualification nécessaire selon le système de qualification et de classification des entreprises du BTP.

Les finitions (teinte de fond, écritures ou autres indications) seront soumises et approuvées par le maître de l'ouvrage.

La signalisation doit faire l'objet de gardiennage de jour comme de nuit pour prévenir le risque de vol et de déplacement en temps venteux et pluvial. Tout panneau inexistant, défectueux ou ne répondant aux exigences du Maître d'ouvrage, quelque ce soit la cause ayant entraîné cet état, doit être systématiquement remplacé.

Les gyrophares en nombre compatible avec les impératifs de la sécurité des usagers, doivent être installés dès la tombée de la nuit. Toute défectuosité de ces gyrophares doit être réparée rapidement pour éviter le risque d'accident sur chantier. Le nombre des gyrophares doit être égal au moins à quatre (04), il pourrait être majoré selon les impératifs du chantier.

En cas de carence de l'entrepreneur dans la mise en place, l'entretien et le maintien de la signalisation temporaire du chantier routier dans un parfait état, le maître d'ouvrage ou son représentant sur simple constat consigné au cahier de chantier ou envoyé par fax, appliquera automatiquement une pénalité, détaillée ci-après, jusqu'à la levée de la non-conformité constatée également par un PV de constat de chantier.

L'intervention du maître d'ouvrage ne dégage pas pour autant la responsabilité de l'entrepreneur.

L'entreprise doit maintenir, à sa charge et sans aucune indemnité, la signalisation temporaire du chantier (y compris le gardiennage et l'entretien des dispositifs et des panneaux de la signalisation temporaire) même en cas de dépassement des délais contractuels et pendant les périodes d'arrêts du chantier

La signalisation temporaire du chantier est composée de trois postes :

✓ **Une signalisation globale du chantier composé de :**

- Un (01) panneaux neufs de 4 x 3 m portant les indications détaillées en annexe 1.
- Deux (2) panneaux neufs de 2 x 1 m portant les indications détaillées en annexe 1.
- Un lot de panneaux de danger de type 900, de panneaux de déviation de type 940, de dispositifs temporaires de type 910 à 920, de panneaux d'indication de type 930. Ces panneaux doivent être en quantité suffisante, de gamme normale et fixés sur support de 2,5 ml. Ils seront posés selon les indications du M.O.D et doivent être installés dans les zones de travaux fixes ou mobiles sur le chantier, conformément au schéma d'itinéraire des panneaux de signalisation temporaire de chantier.
- Des piquets (913) à poser le long des sections de la route qui présentent une différence de cote par rapport au niveau de la couche de roulement suite à des décaissements par le renforcement ou l'élargissement de la plateforme. Ces piquets doivent être posé tous les dix (10) mètre linéaire et déplacer à chaque fois que c'est nécessaire.
- Des lots de panneaux, de balises d'alignement (912), de piquets (913), de dispositifs coniques (914), de barrières (916) ou de séparateurs modulaires de voie (920), à mettre en place en quantité suffisante, au niveau de chaque atelier ou zone de travaux et à déplacer selon l'avancement de ces ateliers ou zones de travaux.

Ces panneaux ainsi que leurs supports doivent être à l'état neuf et doivent être réceptionnés par le maître d'ouvrage avant et après leur pose.

De même, l'entrepreneur est tenu de mettre en place une signalisation nocturne constituée de feux jaunes, gyrophares, clignotants, flasheurs, ...

Par ailleurs, l'entrepreneur est tenu d'assurer le gardiennage du dispositif de signalisation décrit ci-dessus jour et nuit.

✓ **Le remplacement des panneaux :**

Dès constat par le maître d'ouvrage qu'un ou plusieurs panneaux qui ne sont propres ou en bonne état, détériorés ou endommagés, ... quelque ce soit la cause conduisant à ce constat y compris les dommages causés par le personnel ou les engins de l'entreprise; celui-ci est invité à leur remplacement y compris support éventuellement dans les 24 heures sous peine d'une pénalité de deux mille dirhams (2.000 DH) par jour de calendrier de retard. Cette pénalité est déduite d'office dans les décomptes sur la base d'un PV établi par le maître d'ouvrage.

Règles générales de la pose ou la dépose des signaux :

En règle générale, en dehors des détournements de circulation, la pose des panneaux doit se faire comme suit :

- ❖ S'il n'est pas possible de les implanter tous en même temps, les panneaux sont d'abord disposés à plat sur l'accotement ;

- ❖ Le premier panneau à découvrir doit être le signal de danger annonçant le chantier ou le danger ; il faut veiller à ce que chaque panneau soit visible et éviter qu'il soit placé juste après un virage ou un sommet de côte, dans une zone d'ombre, derrière de la végétation ou des équipements de la route. Puis, les autres panneaux de la signalisation d'approche sont posés. Enfin, on met en place la signalisation de position et la signalisation de fin de prescription.

Dans le cas des déviations, il est nécessaire de commencer par la mise en place du jalonnement de l'itinéraire. La pré-signalisation est ensuite posée et enfin la signalisation de position.

Les panneaux doivent généralement être enlevés dans l'ordre inverse de la pose, dès que les panneaux cessent d'être utiles, afin d'assurer, à tous moments, la cohérence du dispositif en place.

Si certains dangers subsistent après l'achèvement des travaux, il convient de les signaler.

Si la signalisation permanente a été modifiée durant les travaux, il convient de la rétablir.

ARTICLE V -7 - SUJETIONS DIVERSES D'EXECUTION

En plus de ce qui est prévu à l'article 46 du CCAG-T, l'entrepreneur ne peut soulever aucune objection et n'a droit à aucune réclamation pour :

1- Sujétions résultant du maintien des communications. Pendant l'exécution des travaux, la circulation routière au droit du chantier pourra être soumise aux restrictions ci-après :

Il ne sera procédé à des déviations provisoires que sur autorisation du maître d'ouvrage au droit des travaux afin de permettre l'exécution de ceux-ci dans de bonnes conditions. Ces déviations auront une longueur au plus égale à deux (2) km et seront bien soignées (nivellement, arrosage, signalisation...).

L'Entrepreneur devra arroser régulièrement les pistes empruntées par ses engins de transport pour éviter la poussière, plus particulièrement dans les traversées de villes et villages.

Pour éviter l'émission des poussières, l'entrepreneur devra recouvrir d'une bâche les remblais, les déblais, les produits de carrière ainsi que toute matière pulvérulente qu'il transporte dans les bennes de ses camions.

Les coûts afférents à la construction des pistes de déviation, leur entretien, ainsi que les mesures de protection de l'environnement sont à inclure dans les prix unitaires du bordereau des prix.

Les tracés de déviations sont à soumettre avant toute exécution et travaux au Maître d'ouvrage. S'il y a destruction de cultures ou dégradation de biens, l'entreprise doit indemniser les personnes concernées.

2- Sujétions résultant de l'exécution simultanée de travaux étrangers à l'entreprise :

Les travaux visés à l'article 46 du paragraphe I.b du Cahier des Clauses Administratives Générales sont élargis à tous les travaux qui se réaliseront simultanément avec ceux du marché.

ARTICLE V -8 – DEPLACEMENT DES RESEAUX :

Par dérogation aux dispositions de l'article 39 du CCAG-T, pour tous les réseaux, l'entreprise procédera à leur découverte en réalisant des tranchées par ses propres moyens et en présence des représentants des organismes concernés pour éviter les risques de détériorations de ces réseaux.

L'entrepreneur reste seul responsable en cas de détérioration ou dégâts causés à ces réseaux au moment de la réalisation des travaux.

ARTICLE V- 9 – RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions de l'article 23 du CCAG-T.

ARTICLE V -10 – MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont celles prévues dans le présent CPS. Les dispositions prévues à ce sujet à l'article 33 du CCAG-T doivent être strictement observées.

ARTICLE V- 11 –SEUILS DES INTEMPERIES ET AUTRES PHENOMENES NATURELS POUVANT CONSTITUER UN CAS DE FORCE MAJEURE

Le traitement des cas de force majeure est spécifié dans l'article 47 du CCAG-T.

ARTICLE V-12 – DOCUMENTS A METTRE A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

Pour mémoire (voir article 13 § 2, 3 et 4 du CCAG-T).

Les documents, autres que ceux contractuels, qui peuvent être remis à l'entrepreneur sur sa demande pour l'accomplissement de son travail sont les notes d'expertise géologique de la zone du projet. Ces documents doivent être rendus au maître d'ouvrage avant la réception provisoire

ARTICLE V. 13 – CONDITIONS DE RESILIATION

La résiliation peut avoir lieu selon les dispositions et suivant tous les cas prévus au CCAG-T et du décret précité.

ARTICLE V. 14 – DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

L'approbation du marché interviendra avant tout commencement d'exécution.

Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de Soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il sera fait application des dispositions prévues à l'article 153 du Décret n°2-12-349 précité

ARTICLE V- 15 – CLAUSES TRAITES PAR LE CCAG-T

Les clauses et prescriptions suivantes sont traitées au décret précité et au CCAG-T et par conséquent ne sont pas reproduites au présent CPS :

- La validité du marché ;
- L'assurance ;
- L'enregistrement du marché ;
- Approvisionnements ;
- La réception provisoire et la réception définitive ;
- La retenue et le délai de garantie ;
- L'augmentation et la diminution dans la masse des travaux ;
- Changement dans les diverses natures d'ouvrages
- Recrutement et paiement des ouvriers
- Règlement des différents et litiges.

ARTICLE V-16 : LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Signalisation temporaire des chantiers routiers

Annexe 2 : Fiche des ateliers pour travaux

Annexe 3 : Liste récapitulative du matériel à utiliser

Annexe 4 : Modèle de sous-détail des prix

CHAPITRE VI : PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

ARTICLE VI - 1 - REPRESENTANT DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Les compétences du représentant du maître d'ouvrage sont également celles de surveillance et de contrôle de l'application des mesures prévues afin de protéger l'environnement et d'éviter les impacts négatifs du projet sur l'environnement.

ARTICLE VI - 2 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ENTREPRENEUR VIS-A-VIS DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur respecte et applique les lois et règlements sur l'environnement existant et en vigueur au Maroc. Dans l'organisation journalière de son chantier, il doit prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement, en appliquant les prescriptions du contrat et veiller à ce que son personnel, les personnes à charge de celui-ci et ses employés locaux, les respectent et les appliquent également.

ARTICLE VI-3 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES AU TITRE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur devra au titre de la protection de l'environnement :

- Prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter les pollutions accidentelles des eaux, de l'air et du sol pendant les travaux,
- Nettoyer tous les dépôts et matériels abandonnés en fin de chantier et les entreposer dans un lieu approprié,
- Remettre en état les sites de gisements et dépôts de matériaux, des installations de chantier et des déviations à l'issue du chantier. Cette remise en état intègre la remise en culture immédiate pour les zones anciennement agricoles.
- Choisir l'implantation des gisements (carrières, emprunts) et zones de dépôts de matériaux, de façon à minimiser les impacts négatifs sur l'environnement.

ARTICLE VI – 4 -SAUVEGARDE DES PROPRIÉTÉS RIVERAINES ET INDEMNISATIONS DE BIENS SITUÉS DANS L'EMPRISE

Avant toute démolition d'habitation, case, etc., l'entrepreneur devra s'assurer que le propriétaire ait été informé et que les indemnités ont effectivement été fixées et payées.

Dans le cas contraire, il devra informer le maître d'ouvrage du problème et ne pourra en aucun cas procéder aux démolitions sans qu'un accord n'ait été négocié et avalisé par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra, sous le contrôle du maître d'ouvrage, nettoyer et éliminer à ses frais toute forme de pollution due à ses activités, et indemniser ceux qui auront subi les effets de cette pollution.

ARTICLE VI - 5 - UTILISATION DES RESSOURCES EN EAU

L'alimentation en eau nécessaire aux travaux routiers devra respecter les besoins des populations, du bétail et de la faune tels qu'ils étaient satisfaits auparavant, qu'il s'agisse des eaux de surface ou des eaux souterraines. En fin de chantier, les puits, forages, mares créés pour les besoins des travaux seront remis aux populations usuféruitières coutumières, dans l'état où ils se trouvent.

L'entrepreneur devra informer les autorités compétentes (administratives et coutumières), 15 jours avant de dériver provisoirement, en tout ou en partie, l'eau d'un quelconque cours d'eau pour ses travaux.

ARTICLE VI - 6 - PROTECTIONS DES EAUX DE SURFACE ET DES EAUX SOUTERRAINES

Tout déversement ou rejet d'eaux usées, de boue, coulits, hydrocarbures, polluants de toute nature etc. dans les puits, forages, nappes d'eaux superficielles ou souterraines, oueds, fossés, milieu marin, etc. est strictement interdit.

ARTICLE VI - 7 - PROTECTIONS CONTRE LE BRUIT

L'attention de l'Entrepreneur est spécialement attirée sur l'obligation de limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains, soit par une durée exagérément longue, soit par leur prolongation en dehors des heures normales de travail.

ARTICLE VI - 8 - TRAVAUX NOCTURNES

Le maintien des chantiers en activité pendant la nuit sera subordonné à l'autorisation du Maître d'ouvrage. Si l'Entrepreneur a reçu l'autorisation ou l'ordre d'exécuter des travaux pendant la nuit, il s'engagera à les exécuter de manière à ne pas causer de trouble aux habitants et établissements riverains du chantier. Le mode d'éclairage devra être soumis à l'agrément du Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur veillera à ce qu'aucune fouille ou tranchée ne reste ouverte la nuit, entre 18 heures et 6 heures, sans signalisation adéquate acceptée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE VI - 9 - GESTION DES DECHETS SOLIDES

L'intégralité des déchets solides et liquides générés par le chantier, y compris gravats, emballages, déchets alimentaires devront être collectés et stockés dans un endroit adéquat. Si l'option d'enfouissement est choisie, le site devra être éloigné de toute source ou de point d'approvisionnement en eau.

Tous les agrégats en surplus, ainsi que les surplus de mortier ou de béton seront récupérer et évacuer dans des endroits adéquats. On proscrira tout dépôt de matériaux issus d'éventuelles démolitions, ainsi que l'abandon de matériel et d'épaves au bord de la route.

ARTICLE VI - 10 - DEBROUSSAILLEMENT

L'entrepreneur ne pourra débroussailler que les zones définies par le Maître d'ouvrage ou proposées par lui, en accord avec le Maître d'ouvrage. Lors du débroussaillage, il sera tenu, une semaine avant d'entamer les travaux, d'informer les responsables des différents villages concernés, de la date du début des travaux et de la possibilité pour eux de récupérer les bois et matériaux enlevés n'appartenant pas à des particuliers. De plus, il devra vérifier que les propriétaires d'arbres fruitiers sont indemnisés.

Après récupération par les villages des matériaux réutilisables, l'entrepreneur devra enlever les débris végétaux et les évacuer en un lieu de dépôt agréé par le maître d'ouvrage.

Les opérations d'abattage et d'élagage d'arbres sont des opérations à caractère exceptionnel. Ces opérations seront réalisées après accord préalable du Maître d'ouvrage. Les arbres d'alignement qui seront conservés seront protégés en utilisant un dispositif simple s'ils sont proches de la plateforme. Les arbres dont le diamètre est supérieur à 20 cm mesuré à 1 m de hauteur ne devront être abattus qu'en cas d'absolue nécessité.

S'il y a nécessité d'enlèvement des souches d'arbre et d'arbustes, les trous formés par l'enlèvement des souches et des racines devront être rebouchés à l'aide de matériaux utilisables pour les remblais

ARTICLE VI - 11 - OPERATIONS DE DECAPAGES – EMPRUNTS DES MATERIAUX – MOUVEMENTS ET STOCKAGE DES TERRES

Si l'entrepreneur doit exécuter un décapage de terre végétale, il devra stocker cette terre en un lieu de dépôt agréé afin de pouvoir la réutiliser ultérieurement lors des opérations de remise en état ou de végétalisation.

Avant d'autoriser l'ouverture de nouvelles zones d'emprunts, les emprunts retenus pour les travaux d'entretien devront être épuisés. En cas d'ouverture nécessaire de nouveaux sites d'emprunts, les critères environnementaux suivant devront être respectés :

- Distance du site à au moins 30 m de la route,
- Distance du site à au moins 100 m d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau,
- Distance du site à au moins 100 m des habitations,
- Préférence donnée à des zones non cultivées, non boisées et de faibles pentes (les zones d'emprunt à fortes pentes ne devront en aucun cas déstabiliser les talus),
- Possibilité de protection et de drainage.

L'exploitation d'une nouvelle zone d'emprunt ne pourra commencer avant l'approbation du site et du plan d'exploitation par le maître d'ouvrage. L'entrepreneur devra demander les autorisations prévues par les textes et règlements en vigueur et prendra à sa charge tous les frais y afférents.

Après prospection et identification, les sites destinés à l'emprunt de matériaux feront l'objet d'une enquête préalable qui devra déterminer :

- La nature des droits fonciers coutumiers (propriété familiale, réserve villageoise indivisée, etc.) ;
- L'utilisation traditionnelle du site et notamment si elle est agricole, permanente ou en rotation avec jachère de durée plus ou moins longue ;
- La présence d'arbres plantés ou spontanés, objets d'une collecte régulière, fruitière ou autre ;
- La destination, l'usage du site, agricole ou autre, après remise en état et souhaité par les propriétaires.
- Les données recueillies au cours de cette enquête seront partie prenante du plan général de réhabilitation que l'entrepreneur doit soumettre.

L'entrepreneur devra soumettre au maître d'ouvrage la liste et la localisation des sites qu'il compte exploiter, ainsi que pour chaque site, un plan de la zone d'emprunt montrant les aménagements concernant le drainage et la protection de l'environnement et un plan de réaménagement.

Les emprunts seront déboisés, débroussaillés et essouchés. La terre végétale sera décapée ainsi que les couches de surface inutilisables. Ces matériaux seront mis en dépôts séparés et de telle manière qu'ils ne subissent une érosion rapide mais puissent être facilement réutilisés. Les emprunts seront aménagés de façon à assurer l'écoulement normal des eaux hors du site mais sans entraîner d'érosion. Les aires de dépôts devront être choisies de manière à ne pas gêner l'écoulement normal des eaux et devront être protégées contre l'érosion. La surface à découvrir doit être limitée au strict minimum et les arbres de qualité devront être préservés et protégés. Le fond des chambres d'emprunt sera réglé de manière que l'eau ne séjourne pas à proximité de la route.

Dès que l'exploitation d'un emprunt ou gisement est abandonnée, la zone est réaménagée conformément aux plans proposés, et un état des lieux est dressé en fin de réaménagement, en présence du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra au titre de la prise en compte de l'environnement :

- Épargner les sites d'intérêt particulier, écologique, agricole, touristique ou sensible pour le respect des cultures locales ;
- Préciser les modes d'évacuation des matériaux de dimension ne correspondant aux exigences techniques,
- Remettre en état les lieux à l'issue du chantier, en veillant notamment à revégétaliser la zone d'emprunt et/ou à restituer un relief naturel.
- Remettre en état les lieux en accord avec la destination d'usage du site après remise en état telle que souhaitée par les usagers coutumiers du site en tenant compte de l'usage du site avant son exploitation ainsi que des aptitudes et contraintes du contexte écologique local. Cette destination pourra être, suivant les cas, celle d'un milieu naturel ou un aménagement productif agricole ou forestier.

La mise en dépôt sur les bords de la route et dans les zones qui n'ont pas reçu l'approbation du maître d'ouvrage est absolument interdite.

Un plan de remise en état de chaque site sera préparé par l'entrepreneur et soumis à l'agrément du maître d'ouvrage. Ce plan spécifiera les obligations de l'entrepreneur et les contributions éventuelles des populations usufuitières à des aménagements productifs agricoles ou forestiers qu'elles auraient sollicités.

L'entrepreneur procédera à un remodelage de la topographie du site à réhabiliter tel que nécessaire pour en contrôler les risques d'érosion et permettre l'implantation ou la restauration d'une végétation sylvo-pastorale compatible avec la nature des terres du site et le contexte climatique local.

Carrières pour sables, gravillons, graves et matériaux rocheux

L'exploitation de sables, graviers, galets et tous matériaux prélevés dans les lits mineurs ou majeurs des cours d'eau ou sur des zones littorales devra faire l'objet d'une demande d'autorisation particulière si nécessaire. Celle-ci sera accompagnée si nécessaire d'une évaluation environnementale certifiant l'absence d'impact majeur pour la stabilité de la rivière, les possibilités de restauration par alluvionnement naturel, des volumes et nature de matériaux objets de la demande d'extraction. Dans le cas contraire, l'autorisation pourra être refusée ou assortie de l'exigence de travaux de réhabilitation du type construction de seuils en rivière.

Ouverture et exploitation des carrières de matériaux

L'entrepreneur devra demander les autorisations prévues par les textes et règlements en vigueur. Il ne pourra commencer à exploiter les carrières qu'après avoir reçu l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Dans le cas où l'entrepreneur décide d'exploiter une carrière de matériaux, il devra présenter un document montrant les aménagements concernant le drainage et la protection de l'environnement, la localisation de la carrière et des couches utilisées,

Un plan d'exploitation que l'entrepreneur compte réaliser (front de taille), le mode d'extraction (plan de tirs, nature des explosifs,) les traitements (lavage, criblage, concassage etc.) et les modes de stockage et de transport prévus, les mesures de protections de l'environnement : entretien des pistes, limitation des poussières lors des chargements et déchargements.

Il sera précisé également les protections lors des tirs, les modes de stockage des explosifs, la sécurité du personnel, la signalisation sonore et visuelle des tirs, la protection des habitations riveraines, les plantations d'un écran végétal lorsque la carrière est visible de la route ou d'habitation, stockage des hydrocarbures, les mesures contre la pollution par les huiles et les hydrocarbures, les installations sanitaires et d'hygiène, le drainage du site et des aires de stockage de matériaux.

L'entrepreneur présentera un programme d'exploitation de la carrière en fonction du volume à extraire. En fonction de la profondeur exploitable il devra déterminer la surface nécessaire à découvrir en tenant compte des aires nécessaires pour le dépôt des matières végétales, des matériaux de découverte non utilisables pour les travaux, ainsi des voies d'accès et des voies de circulation.

Au sein de la carrière, les aires de dépôts devront être choisies de manière à ne pas gêner l'écoulement normal des eaux et devront être protégées contre l'érosion. La surface à découvrir doit être limitée au strict minimum et les arbres (supérieurs à 4 mètres de hauteur) devront être préservés et protégés.

L'entrepreneur veillera pendant l'exécution des travaux :

- À la préservation des arbres lors du gerbage des matériaux,
- Aux travaux de drainage nécessaire pour protéger les matériaux mis en dépôts,
- À la conservation des plantations délimitant la carrière,
- L'entretien des voies d'accès ou de service.

Les populations seront prévenues de l'utilisation d'explosifs pendant l'exploitation de la carrière.

L'entreprise exécutera à la fin du chantier, les travaux nécessaires à la remise en état du site et de ses éventuelles annexes ayant servi à l'extraction de matériaux. La nature de ces travaux dépend en partie de l'usage qui sera fait ultérieurement du site, et qui sera indiqué par le maître d'ouvrage après consultation des populations riveraines. Ces travaux comprennent :

- Le repli de tous ses matériels, engins et matériaux et l'enlèvement de tous les déchets et leur mise en dépôt dans un endroit agréé, - la suppression de l'aspect délabré du site en répartissant et dissimulant les gros blocs rocheux.
- La remise en état de l'environnement autour du site, y compris des plantations si prescrites.
- Le régalaage des matériaux de découvertes et ensuite le régalaage des terres végétales afin de faciliter la percolation de l'eau, un enherbement et des plantations si prescrits ;
- Le rétablissement des écoulements naturels antérieurs ;
- L'aménagement de fossés de récupération des eaux de ruissellement afin d'éviter l'érosion des terres régalaées et la conservation de la rampe d'accès, si la carrière est déclarée utilisable pour le bétail ou les riverains, ou si la carrière pourra servir d'ouvrage de protection contre l'érosion ;
- La remise en état de l'environnement autour du site, y compris des plantations si nécessaires.

Après la mise en état conformément aux prescriptions un procès-verbal sera dressé et le dernier décompte ne sera versé qu'au vu du PV constatant le respect des contraintes environnementales.

ARTICLE VI - 12 - STATION DE CONCASSAGE

Dans l'éventualité de l'installation d'une station de concassage, l'entrepreneur devra l'installer sous le vent (à l'abri du vent) par rapport aux lieux d'habitation en un lieu se trouvant au 500m du village le plus proche.

ARTICLE VI - 13 - EMPLOI DES PRODUITS BITUMINEUX

Les centrales de fabrication d'enrobés ou d'émulsion doivent être situées suffisamment loin des habitations de telle manière que les habitants n'en perçoivent pas les odeurs. Il disposera sur le chantier de produits absorbants en cas de déversement de produits toxiques, afin de limiter les risques de pollution des eaux ou des sols.

ARTICLE VI - 14 - TRAVAUX DANS LES COURS D'EAU ET MAINTIEN DU LIBRE ECOULEMENT DES EAUX

Les travaux importants de terrassement en rivière seront réalisés en période d'étiage, leur durée sera limitée dans le temps. L'entrepreneur s'assurera du bon rétablissement du régime hydraulique de la rivière après travaux.

L'entreprise devra réaliser les ouvrages hydrauliques sans interrompre le libre écoulement des eaux. Les ouvrages provisoires éventuels devront être suffisamment dimensionnés et bien positionnés pour assurer un écoulement normal, en évitant en particulier une rétention d'eau en amont. Toutes les précautions seront prises, pour éviter la pollution, même momentanée, des cours d'eau.

Toute végétation à l'entrée ou la sortie des ouvrages (pont, dalots, buses, etc.) sera coupée et sauf s'ils servent à stabiliser un talus de remblais en ne menaçant pas les fondations de l'ouvrage, les arbres et les arbustes seront déracinés de manière à faciliter l'écoulement de l'eau et à permettre les ultérieures inspections régulières de l'ouvrage.

ARTICLE VI - 15 - DÉVIATION PROVISOIRE DE LA ROUTE ET MAINTIEN DE LA CIRCULATION

Les travaux se feront sous circulation et l'entrepreneur ne pourra interrompre la circulation sur les routes que dans le cas où le maître d'ouvrage en reconnaîtrait la nécessité absolue et lui en donnerait l'autorisation pour une époque et un délai déterminé.

Afin d'assurer la circulation normale durant la période de construction de l'ouvrage à toute saison avec une signalisation jour et nuit et l'entretien au moment de dégradation ou anomalie, l'entrepreneur doit assurer l'aménagement des déviations provisoires aux niveaux des ouvrages hydrauliques : buses, dalots, etc. pour assurer la circulation dans de bonnes conditions.

Dans le cas où l'aménagement des pistes de déviation latérales nécessite l'occupation des terrains des particuliers, les frais de cette occupation seront à la charge de l'entrepreneur.

CHAPITRE V : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF


OBJET : Travaux de Construction de la route reliant RP5013 et Ain chaggag Via
Boumaiz- Province de Sefrou-

N° du Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix Unitaires en Dirhams Hors TVA (en chiffres)	Prix Total (en chiffres)
1	Installation du chantier Le forfait.....	Ft	1		
2	Signalisation de chantier. Le jour.....	J	60		
3	Terrassements en déblai Le mètre cube.....	m³	450		
4	Terrassements en remblai d'apport Le mètre cube.....	m³	200		
5	Couche anticontaminante AC de 10 cm Le mètre cube.....	m³	250		
6	Couche de fondation GNF 2 Le mètre cube.....	m³	470		
7	Couche de base GNB Le mètre cube.....	m³	272		
8	Matériaux sélectionnés MS type 1 pour accotement Le mètre cube.....	m³	157		
9	Fourniture de liant pour enduit d'imprégnation La tonne.....	T	2,04		
10	la mise en œuvre de l'imprégnation Le mètre Carré.....	m²	1360		
11	Fourniture de liant pour Revêtement La tonne.....	T	3,4		
12	la mise en œuvre du Revêtement superficiel bicouche Le mètre Carré.....	m²	1360		
13	Ouverture des fossés Le mètre linéaire.....	ml	680		
14	Buses Ø1000 CAO serie135A Le mètre linéaire.....	ml	17		
15	Buses Ø600 CAO serie135A Le mètre linéaire.....	ml	10		
16	Béton de classe B10 dosé à 250Kg Le mètre cube.....	m³	1,80		
17	Béton de classe B20 dosé à 300Kg Le mètre cube.....	m³	12,00		
TOTAL HT					
TVA (20%)					
TOTAL TTC					

Fait àle
(Signature et cachet du concurrent)

ANNEXE 1

Signalisation temporaire des chantiers routiers

Royaume du Maroc		المملكة المغربية
Ministère de l'Intérieur		وزارة الداخلية
Région Fès - Meknès		جهة فاس - مكناس
Maître d'Ouvrage :	Région Fès – Meknès	صاحب المشروع : جهة فاس - مكناس
Supervision des travaux :	- Agence Régionale d'Exécution des Projets	الإشراف على الأشغال : - الوكالة الجهوية لتنفيذ المشاريع
أشغال		
TRAVAUX DE		
Marché N° :/2018	صفقة رقم :
Délai d'exécution : أشهر	مدة الإنجاز :
Coût du projet (en DH) :		كلفة المشروع (درهم) :
Entreprise d'exécution :		المقاوله المكلفه بإنجاز الأشغال :
Bureau d'études et assistance techniques :		مكتب الدراسات والمساعدة التقنية :
Laboratoire:		المختبر:

ANNEXE 2

Atelier pour travaux de :

1. Quantité à traiter :
2. Durée de la tâche :
3. Rendement de l'atelier
4. Date d'amené sur le chantier :
5. Date de repli :

Constitution du poste de travail :

- ◆ Nombre d'heures par poste
- ◆ Nombre de poste par jour
- ◆ Nombre de jours ouvrés par mois

Nombre d'ateliers affectés à la tâche :

Quantité	Composition de l'atelier	Rendement unitaire	
		Unité	Valeur
	Type de matériel (à titre d'exemple) Bulldozer pour ripage Bulldozer pour accumulation Chargeuse sur pneus Pelle avec démolisseur Dumper . Personnel Chef de l'équipe Conducteur d'engin Ouvrier spécialiste Aide ouvrier Manœuvre	m ³ /h m ³ /h m ³ /h m ³ /h m ³ /h	

(Une fiche de ce type doit être produite pour chaque tâche figurant au programme de travaux).

ANNEXE 3

LISTE RÉCAPITULATIVE DU MATÉRIEL A UTILISER

Désignation du matériel Avec indication du type	Nombre	Rendement par heure/jour	Age Année	Etat (1)	Lieu de travail actuel	Disponibilité (2)

(1) Neuf, rénové, usagé, très usagé

(2) Indiquer la date à laquelle le matériel sera disponible

ANNEXE 4

Modèle du sous-détail des prix

N° des Prix	Quantités	Montant des matériaux et fournitures	Main d'œuvre	Frais de fonctionnement du matériel (consommable et entretien)	Frais généraux (y compris amortissement du matériel le cas échéant)	Taxes	Marges	Total (H.T)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = 3+4.....+ 8
1								
2								
3								
...								

(9) Le montant figurant dans cette colonne doit correspondre au prix unitaire ou forfaitaire considéré

NB : La colonne n° (7) comprend toutes les taxes sauf la TVA

ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES



MARCHE N° :/2018.

Objet : Travaux de Construction de la route reliant RP5013 et Ain Cheggag Via Boumaiz

- Province de Séfrou -

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Le Montant en chiffres et lettres :

<p style="text-align: center;"><u>Dressé par :</u></p> <div style="text-align: center;">  Agence Régionale d'Exécution des Projets de la Région Fès-Meknes Chef de Service Suivi des Travaux de Voirie et Infrastructures Rurales Moulay Saïd ZAOUTI </div> <p style="text-align: center;">A.....LE...10 3 OCT 2018.....</p>	<p style="text-align: center;"><u>Lu et accepté par l'Entrepreneur Soussigné :</u></p> <p style="text-align: center;">A.....LE.....</p>
<p style="text-align: center;"><u>Présenté par :</u></p> <div style="text-align: center;">  Pour le Président et P.O Directeur Général des Services Abderrazzak MOUMNI </div> <p style="text-align: center;">A.....LE...1 1 OCT 2018.....</p>	<p style="text-align: center;"><u>Visé par :</u></p> <p style="text-align: center;">A.....LE.....</p>
<p style="text-align: center;"><u>Approuvé par :</u></p> <p style="text-align: center;">A.....LE.....</p>	